

"Plus que quatre jours!" dans Neue Zeit (4 février 1950)

Légende: Le 4 février 1950, en prévision de l'ouverture à Paris des pourparlers diplomatiques franco-allemands sur la Sarre, le périodique communiste sarrois Neue Zeit s'interroge sur l'avenir politique et économique du territoire de la Sarre.

Source: Neue Zeit : Zeitung des schaffenden Volkes an der Saar. Organ der Kommunistischen Partei. 04.02.1950, Nr. 15; 5. Jg. Saarbrücken: Kommunistische Partei - Landesverband Saar. "Nur noch vier Tage!", p. 1-2.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays. Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/plus_que_quatre_jours_dans_neue_zeit_4_fevrier_1950-fr-be3bb5a7-597f-4f5b-a07a-e92448950715.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016



Plus que quatre jours!

par **Fritz Nickolay**

Le gouvernement sarrois termine actuellement les préparatifs de son voyage à Paris.

Les partisans du gouvernement, composés de représentants des partis et des syndicats favorables à l'annexion, ont reçu leurs dernières instructions et font leurs valises.

Les négociations parisiennes, qui débiteront le 7 février, nous placent à la veille de décisions capitales pour l'avenir de la Sarre. La population ignore tout du sens et du contenu des traités qui doivent être conclus au terme de ces négociations.

Certains disent que tout est déjà décidé, et qu'il ne manque plus que les signatures nécessaires. Selon eux, nous allons être libérés de la «contrainte» que représente l'administration des mines et des chemins de fer sarrois.

L'idée est que la Sarre fournira les ouvriers, alors que d'autres, les «travailleurs qualifiés», se chargeront de la gestion.

La conclusion des traités à Paris doit régir contractuellement l'«exploitation» des mines et des chemins de fer sarrois et les «droits du gouvernement sarrois».

C'est en ces termes que le ministre français des Affaires étrangères, **Robert Schuman**, a défini la tâche des négociateurs. Mais nous posons la question: les choses ne vont-elles pas plus loin? L'affermage des mines et des chemins de fer sarrois n'est pas dans l'intérêt de notre peuple. La signature de ces traités étend l'annexion économique de la Sarre pour renforcer encore la fusion entre les économies française et sarroise.

Cette évolution n'est pas sans conséquences politiques et cache d'autres choses encore. Il ne sert à rien de parler d'autonomie – celle-ci ne concerne que l'administration et représente une obligation imposée par le gouvernement français. Par un gouvernement donc, qui contrôle déjà l'ensemble de ce centre économique.

La Sarre ne sera jamais autonome du point de vue économique, politique et culturel. Comme d'autres régions allemandes, elle possède ses particularités économiques, structurelles, politiques, linguistiques et culturelles, auxquelles s'ajoute sa situation particulière en tant que région frontalière. En ignorant l'évolution historique et en tentant de construire autre chose, on ne peut que susciter l'opposition et la résistance. En effet, cela revient à offenser le sentiment national de notre peuple et à ignorer ses intérêts.

Le parti communiste s'oppose à toute politique séparatiste et autonomiste, car ces politiques sont contraires à l'unité économique et politique de l'Allemagne.

Les décisions de Postdam décrivent l'Allemagne comme «un tout économique». La Sarre appartient elle aussi à cette Allemagne. Personne ne nous fera dévier de ce point de vue.

L'action politique et économique du gouvernement et des partis favorables à l'annexion n'est pas conforme aux décisions de la Conférence de Potsdam, comme nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises. Ce sont justement ces décisions de Potsdam qui ont créé le fondement juridique devant permettre au peuple allemand de créer une nouvelle Allemagne démocratique.

Avec la signature de ces nouveaux traités, on tente de modifier la situation. Mais cette nouvelle situation rendra plus difficile la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne.

Cette politique s'inscrit dans la politique des puissances occidentales concernant la question allemande, qui intervient mutuellement et qui est guidée par les monopoles capitalistes américains.

La Sarre fait l'objet de cette même politique impérialiste américaine qui a poussé la France à rejoindre le pacte de l'Atlantique nord.

L'attitude du monopole capitaliste américain vise à intégrer l'Allemagne de l'Ouest au système du Pacte atlantique et faire de la France un allié dans son plan de guerre antisoviétique.

Les mines et les chemins de fer de la Sarre, tout comme ses aciéries, appartiennent à l'Allemagne. Avec la conclusion des traités de la Sarre, ces infrastructures nous échappent et sont placées sous le contrôle d'une société française ou du gouvernement français.

Nous n'avons pas oublié les années 1918-1935. Pourquoi l'époque actuelle serait-elle meilleure? Les rapports de force en France ont-ils changé? Les travailleurs ne doivent-ils plus lutter chaque jour pour faire valoir leurs droits? N'y a-t-il pas, en France aussi, une différence inacceptable entre les salaires et le prix de vente, entre le revenu insuffisant de la classe ouvrière et les prix toujours plus élevés?

Telle est la question qui concerne l'ensemble de la classe ouvrière. Qui contrôle l'économie, les banques et les grands groupes? Qui gouverne la France? Pas les travailleurs, qui luttent pour gagner leur pain, pour une vie meilleure, pour la liberté et l'indépendance nationale de la France.

Nous nous sentons solidaires des travailleurs français. Ce qu'ils veulent n'est pas la signature de ces traités, mais la garantie de la paix et l'entente et la collaboration entre les peuples. Tout comme nous, ils sont convaincus que l'industrie appartient au peuple. Avec eux, nous disons clairement «Non!» à la signature de ces traités.